L'Italie et les italiens sous le regard des diplomates français (1958-1969)

Stéphane Mourlane

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/118>

DOI : 10.4000/cdlm.118

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2003

Pagination : 279-291

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Stéphane Mourlane, « L'Italie et les italiens sous le regard des diplomates français (1958-1969) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 66 | 2003, mis en ligne le 21 juillet 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/118> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.118>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

L'Italie et les italiens sous le regard des diplomates français (1958-1969)

Stéphane Mourlane

- 1 L'historiographie des relations internationales contemporaines a intégré de longue date la question des représentations à ses préoccupations. Dès 1962, René Rémond évoque en introduction de sa thèse la notion de « *représentation collective* »¹. Si la notion n'est pas ensuite toujours reprise exactement dans ces termes – on emploie fréquemment les termes d'opinion, d'attitude, de mentalité, de mythe, d'imaginaire ou encore d'idéologie² – le champs qu'elle recouvre fait l'objet d'une attention particulière.
- 2 L'analyse du processus de décision en politique étrangère, qui sous-tend de nombreuses études d'histoire des relations internationales, en donne la justification. Dans son esquisse d'un modèle type en la matière, Jean-Baptiste Duroselle élabore ainsi une approche systémique dans laquelle il relève une composante subjective : « *la vision de la réalité externe ou de l'ambiance* »³. La prise de décision réclame en effet de s'informer sur l'autre, l'étranger, par le recours à diverses formes de médiations, de vecteurs d'images qui forment un ensemble de représentations.
- 3 Parmi celles dont disposent les décideurs, se trouve traditionnellement la correspondance diplomatique expédiée par les ambassadeurs. Compte tenu des progrès des moyens de communication, qui non seulement offrent de multiples possibilités de s'informer mais permettent aussi le déroulement de négociations directes entre gouvernements, le rôle de l'ambassadeur est, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, parfois discuté.
- 4 L'ambassadeur Bernard Destremau, dans le tableau qu'il brosse des milieux diplomatiques, écrit : « *Le métier de diplomate, au fil des années 1960, perd une partie de son intérêt.* »⁴
- 5 Il reste néanmoins que leur rôle, ainsi que le poids des opinions transmises à Paris, sont largement fonction du crédit personnel de l'ambassadeur.

I - Les ambassadeurs de France en Italie

- 6 Les trois ambassadeurs qui représentent la France en Italie à l'époque de la présidence du général de Gaulle, entre 1958 et 1969, ne manquent pas de crédibilité, que ce soit au regard de leur carrière ou de leurs liens personnels avec le Général qui, depuis l'Élysée, dirige la politique extérieure française. Leur nomination au palais Farnèse, une des ambassades de France les plus prestigieuses, doit d'ailleurs être considérée pour tous les trois comme une récompense pour services rendus auprès du Général.
- 7 Gaston Palewski, en poste de 1957 à 1962, n'est pas un diplomate de carrière mais il est un proche collaborateur de de Gaulle depuis qu'il l'a rejoint à Londres en 1942 pour diriger son cabinet. Par la suite, il est l'un des fondateurs du RPF⁵. Armand Bérard son successeur de 1962 à 1967 est un diplomate de carrière dont le général de Gaulle a particulièrement apprécié le travail à l'ONU où il a représenté la France dans le contexte difficile de la guerre d'Algérie⁶. Étienne Burin des Rozières, nommé en 1967, est à la fois un diplomate reconnu et un proche de Gaulle. Il a été son officier d'ordonnance en 1943 et, une fois de Gaulle de retour au pouvoir, il est appelé à occuper un poste de confiance essentiel : celui de secrétaire général de l'Élysée.
- 8 La relation privilégiée avec le chef de l'État apparaît d'ailleurs plus déterminante dans la nomination des ambassadeurs⁷ que leur familiarité avec les choses d'Italie que des contacts directs avec la Péninsule, dans le cadre d'affectations précédentes, leur aurait permis de développer. Palewski ne connaît que très peu l'Italie, où il n'a séjourné que brièvement avant la guerre à l'occasion d'une visite rendue à un ami, correspondant de l'agence Havas⁸. Bérard y a séjourné un an, juste avant la déclaration de la guerre, comme deuxième secrétaire d'ambassade sous la direction d'André François-Poncet. Il avoue d'ailleurs dans ses mémoires avoir eu en 1962 quelques difficultés à s'adapter au mode de vie et au tempérament transalpin⁹.
- 9 Burin des Rozières est le plus italophile des trois : sa carrière de diplomate l'a conduit en 1947 à prendre la tête de la délégation française à la commission internationale d'enquête dans les anciennes colonies italiennes mais, surtout, il a été nommé en 1956 consul général à Milan, poste qu'il n'a d'ailleurs pas considéré comme une promotion¹⁰.
- 10 Toujours est-il que les liens qui les unissent au chef de l'État leur assurent de trouver en lui une oreille attentive. De Gaulle accorde en effet une grande importance aux conversations informelles tenues dans son bureau à l'occasion des entretiens qu'il suscite régulièrement avec les ambassadeurs de passage à Paris¹¹, à plus forte raison lorsque ce sont des proches. Au-delà des comptes rendus sur les affaires en cours, il est curieux de recueillir leurs impressions, comme en témoigne le récit que fait Armand Bérard de sa première audience à l'Élysée après sa nomination, au cours de laquelle le Général l'accueille par cette formule :
« Alors, comment est cette Italie ? »¹²
- 11 Ces impressions générales sont également présentes dans la correspondance que les ambassadeurs échangent avec le Quai d'Orsay et dans laquelle chacun laisse libre cours à sa vision et à son style personnel, conformément à la tradition de ce ministère qui est de laisser à l'ambassadeur une totale indépendance d'appréciation et de jugement des situations dont il rend compte¹³.
- 12 Plus que les télégrammes, aux exposés très souvent factuels, ce sont les dépêches qui dévoilent le plus ouvertement les avis et les jugements des diplomates. En effet, cette correspondance envoyée par la valise diplomatique contient des études, le plus souvent

d'une dizaine de pages, mais parfois beaucoup plus, portant sur les divers aspects de la vie politique, économique et sociale du pays de résidence ou encore des synthèses aux thématiques transversales. Ce dernier genre offre aux diplomates l'occasion de faire la démonstration de leur capacité à dominer les situations, tout en fournissant au Quai d'Orsay une sorte d'indicateur d'ambiance complétant les dépêches plus techniques.

- 13 Les quelques remarques qui suivent ont donc pour objet la mise en exergue des traits les plus saillants du visage de l'Italie que dessine la correspondance diplomatique au départ du palais Farnèse, en faisant toutefois exception des aspects liés à la politique extérieure¹⁴ et en mettant l'accent sur les aspects socio-économiques et sur l'organisation du pouvoir.
- 14 Et, à en croire Armand Bérard, livrant ses « réflexions italiennes » au terme de sa mission en 1967, la tâche n'est pas aisée car selon lui :
« L'Italie est de tous nos postes diplomatiques un des plus délicats. Les oppositions n'y sont pas tranchées, ni les contrastes accusés. »¹⁵
- 15 Son successeur, Étienne Burin des Roziers, se livre à l'exercice de synthèse quelques semaines seulement après avoir remis sa lettre de créance au président de la République italienne en octobre 1967 :
« Il m'est paru intéressant [...] d'essayer de comprendre pourquoi l'Italie pouvait donner cette image flatteuse d'elle-même. Ce faisant j'ai été amené à me poser une autre question : dans quelle mesure cette image est-elle entièrement conforme à la réalité ? »¹⁶
- 16 Les deux diplomates, chacun à leur manière, démontrent une exigence d'analyse approfondie et nuancée en rupture avec les clichés et les stéréotypes véhiculés par des vues superficielles. Échappent-ils pour autant à cet écueil ?
- 17 Poser la question ne revient certainement pas à mettre en question la sincérité et la probité de leur propos, mais plutôt à évaluer leur perméabilité à des appréciations profondément ancrées dans l'imaginaire collectif. Il ne fait en effet guère de doute que la correspondance diplomatique résulte de la confrontation entre des représentations bien intégrées et des opinions suscitées par une conjoncture forcément évolutive. Sous cette double pression, qui s'exerce entre objectivité et subjectivité, se dégage un tableau en clair-obscur de l'Italie.

II - La perception du miracle économique italien

- 18 Dans le regard des diplomates, l'Italie brille principalement par sa vitalité économique. Certes, à la fin des années cinquante les commentaires sont encore mitigés. Le conseiller commercial de l'ambassade paraît le plus à même de prendre la mesure des progrès et d'en vanter les mérites auprès du ministère des Affaires étrangères. Il rapporte ainsi :
« L'expansion de la production, les progrès du commerce extérieur, le rétablissement de l'équilibre financier et la solidité de la monnaie, tout permet de parler du miracle italien, souvent plus méritoire parce que plus improbable que le miracle allemand. »¹⁷
- 19 Le caractère jugé « improbable » de l'essor économique en dit toutefois long sur le peu de crédit que l'on pouvait jusqu'alors accorder au potentiel de développement économique d'un pays considéré comme structurellement en retard. L'ambassadeur Palewski ne se défait d'ailleurs que partiellement de ce type de préjugé puisque ses rapports insistent fréquemment sur le maintien de grands déséquilibres :

« L'Italie offre un contraste perpétuel entre la prospérité et la gêne, entre l'opulence et la misère. »

20 Dans la même dépêche, il ajoute :

« Il ne faut pas désespérer que l'Italie suive un mouvement dans lequel les autres pays d'Europe l'ont distancé de plusieurs années. »¹⁸

21 La prudence de l'ambassadeur, dans un commentaire très personnel et peu étayé, ne résiste pas aux indicateurs permettant de mesurer la croissance économique. En effet, l'Italie se place au deuxième rang des pays du Marché commun au niveau du taux de croissance annuel moyen du produit national brut global et par habitant entre 1950 et 1960, derrière l'Allemagne fédérale et devant... la France¹⁹. Le conseiller commercial de l'ambassade, dont le regard est évidemment plus expert, fait preuve de davantage de discernement lorsqu'il conclut en décembre 1959 un rapport détaillé sur la place de l'Italie au sein du Marché commun :

« L'Italie est peut-être le « cas » économiquement et socialement le plus intéressant du Marché commun, elle n'en est certes pas le parent pauvre. »²⁰

22 L'évolution du point de vue, à ce sujet, d'Armand Bérard, successeur de Gaston Palewski, montre que le contact direct avec l'Italie peut aboutir à un renversement des préjugés, si ce n'est des représentations. Lorsqu'il prend son poste, les premiers mots qu'il écrit à Paris sont pour constater que « l'Italie appartient encore aux pays sous-développés »²¹. Cinq ans plus tard, après avoir suivi attentivement le mouvement, pourtant fluctuant à ce moment, de la croissance, il écrit :

« L'Italie a pris place parmi les grandes nations économiques du monde. »

23 Et, il en explique les raisons :

« Le peuple italien est particulièrement intelligent. Il saisit rapidement les situations. Dans son travail, il n'a pas besoin de perdre du temps pour comprendre. Au désordre, il sait mettre un terme quand il perçoit que les bornes risquent d'être dépassées et quand les conséquences peuvent être sérieuses. Il est appliqué aux tâches qui lui plaisent. Encadré, il fait des merveilles. Ce pays compte une classe de dirigeants économiques remarquablement capables. Ses capitaines d'industrie y jouissent d'une autorité comparable à celle des seigneurs locaux dans les siècles passés. »²²

24 L'hommage rendu aux capacités laborieuses des Italiens rompt avec le stéréotype de leur nonchalance au travail, déjà démenti par le comportement des migrants transalpins dans l'Hexagone. Surtout, les diplomates louent sans cesse les qualités des chefs d'entreprises italiens, qu'ils fréquentent régulièrement et auxquels ils vouent, semble-t-il, une grande admiration. Comme Bérard, Étienne Burin des Rozières souligne l'influence que ces grands patrons exercent dans l'animation de la vie économique transalpine :

« L'Italie a en effet le privilège de disposer d'hommes d'affaires de grande envergure, qui sont les *condottieri* du XX^e siècle [...] qui allient à une haute compétence, un goût développé de l'initiative, voire du risque. »²³

25 Ces seigneurs, ces *condottieri* des Temps modernes semblent être en mesure de faire renouer l'Italie avec son passé glorieux (image d'un pays figé) de terre bénie du négoce. Mais l'analogie n'est pas nostalgique. Les ambassadeurs rapportent, parfois avec enthousiasme, les signes de la modernité italienne dans le domaine économique. Toutefois, ils sont également sensibles aux carences persistantes, comme l'écrit Étienne Burin des Rozières :

« Cette Italie, moderne, riche et stable, est celle qui frappe à l'œil. Pourtant elle ne rend pas compte à elle seule de toutes les réalités du pays. »²⁴

III - Regards sur l'organisation et la structure du pouvoir en Italie

26 Au-delà des déséquilibres sociaux et régionaux, sur lesquels se fonde la croissance et auxquels bien des vecteurs culturels font écho en France, les diplomates font de l'organisation et de la structure du pouvoir le talon d'Achille de l'Italie.

27 L'édifice est précaire, selon une note rédigée par la direction d'Europe en octobre 1959 et adressée au président de la République²⁵. Gaston Palewski consacre une longue dépêche, en décembre 1959, à une étude critique de la démocratie dans ce pays, dont il stigmatise les faiblesses. Pour en apprécier les causes, il estime utile de recourir à une mise en perspective historique qui le conduit notamment à observer :

« À la fin du XVI^e siècle, l'Italie se fige et sent s'appesantir sur elle la pression des absolutismes locaux ou étrangers. Elle entre dans une sorte de léthargie provinciale, à l'écart du monde et de son mouvement. Elle n'en sortira qu'après avoir été balayée par le souffle de la Révolution française, mais elle aura pris sur ses voisins européens un retard intellectuel et social qu'elle n'a pas fini de combler. »²⁶

28 Outre la thématique du retard, déjà évoquée à propos du développement économique, la remarque de l'ambassadeur intègre une conception véhiculée traditionnellement par l'institution scolaire : l'apport historique déterminant de la France au développement de l'Italie contemporaine²⁷. En dépit de cet apport, Palewski estime que « l'Italie n'a pas encore atteint le stade de l'égalité démocratique. »²⁸

29 La responsabilité en est attribuée à la faiblesse de l'État. Bérard reprend sur ce point la comparaison avec le pays-modèle qu'est la France :

« Ici un État ancien, fortement charpenté, doté d'une administration puissante, de « grands corps » unanimement respectés. Là une unité récente, un pouvoir central peu obéi, une administration frelatée, une autonomie communale excessive. Sans doute fut-on soucieux, dans la Constitution d'après-guerre, de détruire tous les fondements d'une dictature récente ; mais l'exécutif a été laissé avec peu de pouvoir. »²⁹

30 Étienne Burin des Rozières développe également ce type d'analyse dans un passage qu'il convient de citer plus longuement :

« La puissance publique continue de souffrir de maux innombrables qui nuisent à son prestige, à son autorité et à son efficacité.

Au sommet, le goût de l'intrigue et des combinaisons qui caractérise le parlementaire italien, le pousse à faire sentir quasiment par jeu sa puissance au gouvernement. [...]

Le Parlement lui-même, si attaché à ses prérogatives, ne parvient pas à les exercer, et donne le spectacle de son impuissance. D'importantes réformes, qui touchent à des problèmes vitaux pour la société (université, droit de la famille, magistrature, impôts, structures régionales) et qui, pour la plupart, ont déjà abouti en France, figurent à l'ordre du jour des assemblées depuis plusieurs années, sans qu'on parvienne à les voter. On a le sentiment que la machine tourne à vide.

Les vrais maîtres de la vie politique, ce sont en fait les partis, qui exercent un peu partout leur influence, se partagent places et prébendes, mais ne donnent guère l'impression de se préoccuper de l'intérêt général.

Dans l'administration, fleurissent des pratiques abusives : les très nombreux fonctionnaires qui peuplent les ministères sont souvent incompetents et corrompus ; la justice est d'une lenteur effrayante ; les universités obéissent dans le recrutement de leurs professeurs aux règles non écrites du népotisme ; dans les administrations locales, à commencer par celles de la capitale, le désordre financier est la règle, surtout dans le Sud. En fait, l'État est livré à des féodalités qui s'en sont

partagées les dépouilles, et le spectacle qu'il donne renforce les Italiens dans leur vieille conviction qu'il n'y a rien de bon à attendre des organes de l'autorité. »³⁰

- 31 La charge est accablante et donne de l'Italie une image peu gratifiante. S'entrecroisent l'assurance d'une supériorité du système politique français mis en place par la V^e République, ce qui ne surprend guère de la part d'un fidèle de son initiateur, et la mise en scène d'un système de représentation inscrit dans la longue durée de l'organisation politique transalpine dans laquelle affleurent les traits de caractère nationaux présumés des Italiens. Parmi ceux-ci l'individualisme et le désir de paraître dominant et déterminent la plupart des comportements. « *L'Italien est foncièrement individualiste* »³¹ écrit en effet Palewski. Bérard en analyse les causes et les effets :

« L'éducation donnée au jeune Italien, l'adulation dont il est l'objet de la part de sa mère en font souvent un être égoïste, indiscipliné, de peu de goût pour l'effort, de peu d'égards pour le voisin, sans esprit d'équipe, défaut le plus sensible de ce peuple. »³²

- 32 Les Italiens ne seraient donc pas disposés, au nom de leurs intérêts personnels, à s'incliner face à la puissance publique, avec laquelle ils entretiennent un rapport essentiellement obséquieux, dont la seule perspective est le profit qu'ils peuvent en tirer³³. Naturellement sensible au manque de discipline, le colonel Jullien, attaché militaire à Rome, fait remarquer que :

« Pour arriver à ses fins l'Italien a recours à toutes les sortes de procédés irréguliers. La « resquille » est portée à la hauteur d'une éminente qualité. »³⁴

- 33 Bérard renchérit :

« Il s'agit par l'habileté, par des manœuvres, par des protections, de se faire une place que n'assurent pas des concours et examens impartiaux. [...] Les abus et la concussion sont répandus à un point auquel on se refuse longtemps de croire. »³⁵

- 34 Pour Palewski, ce type de comportement, conjugué aux lacunes du système scolaire, explique le manque de maturité politique du peuple italien³⁶.

Conclusion

- 35 Pour conclure, il faut souligner d'une part que le système individuel de représentation du diplomate fait partie d'un système social de représentation à une époque donnée. En ce sens, il n'est pas singulier, comme le démontre une analyse plus large des vecteurs de représentations entre lesquels les interactions sont nombreuses. De plus, comme l'a souligné Robert Frank, ces représentations se construisent en fonction d'une triple temporalité : les héritages du passé, les enjeux du présent et les perspectives d'avenir.³⁷

- 36 Les diplomates français semblent parfois peiner à percevoir les « mystères » de l'Italie devant lesquels ils demeurent perplexes. Certes, les problèmes y sont complexes, mais leurs grilles d'analyses n'apparaissent pas toujours adaptées. Bérard en prend conscience à la fin de son séjour, qu'il conclut par un avertissement à ses successeurs et à l'administration centrale :

« Il ne faut pas juger suivant les normes françaises cette sœur latine qui dans l'Antiquité domina le monde, à qui nous avons dû au cours des siècles tant de talents, de chefs d'œuvre et de beauté et dont la présente vitalité, malgré ses faiblesses, augure un brillant avenir. Pour la comprendre, il faut se dépouiller de son cartésianisme, en même temps que de son tempérament de citoyen discipliné et respectueux des lois. »³⁸

- 37 L'intention est louable, mais la prise de conscience est tardive. En effet, elle n'efface pas l'écart culturel entre les diplomates et les réalités auxquelles ils sont confrontés, et dont la principale conséquence est de mener à une certaine dramatisation des

situations. Dans la correspondance diplomatique, l'Italie, en dépit de ses atouts, qui ne sont pas dissimulés, et même valorisés sur le plan économique, semble en permanence sur le fil du rasoir, au bord du chaos, toujours prête à basculer dans une crise sociopolitique profonde. L'image est plus globalement composite et même brouillée, elle est celle d'un pays qui oscille entre modernité et archaïsme.

- 38 La question se pose alors de la confiance à accorder à ce pays dans un système international très instable et que l'on souhaite, du côté français, voir remodeler.
- 39 Si l'on poursuit l'analyse, l'interprétation négative ou positive des réalités italiennes est en fait étroitement liée à la « *structure regardante* ». L'image de l'Autre, on le sait, renvoie inévitablement à différents processus de construction et de défense de l'identité nationale. La représentation de l'Italie et des Italiens n'est donc pas positive ou négative en soi, elle est instrumentalisée en tant que référent extérieur qui permet de se penser par un processus de discrimination et de se valoriser par un processus de hiérarchisation. Rapporté aux enjeux de la politique internationale, il semble qu'en s'observant à travers le miroir italien, les diplomates cherchent à conjurer la « *hantise du déclin* »³⁹.
- 40 Depuis la fin de la guerre, les Français ont en effet pris conscience que leur pays ne joue plus un rôle de premier plan sur la scène internationale. Or, la remise en cause de cette position dominante est vécue douloureusement, comme une atteinte à l'identité nationale. Le renforcement de l'identité nationale passe alors par une politique de grandeur qui pose en préalable la question primordiale du rang. Dans cette perspective soutenue par le général de Gaulle, le rapport dominant/dominé empreint de « *franco-centrisme* »⁴⁰ et de cette condescendance qui point dans la correspondance diplomatique et qui structure dans les imaginaires les relations franco-italiennes⁴¹, est en ce sens utile à asseoir un statut de puissance pour un pays qui prétend disposer d'une influence supérieure à son importance⁴².

NOTES

1. - R. Rémond, *Les États-Unis devant l'opinion française, 1815 -1852*, Paris, A. Colin, 1962, p. 2.
2. - J.-B. Duroselle, « Opinion, attitude, mentalité, mythe, idéologie : essai de clarification », *Relations internationales*, n°2, 1974, p. 3-23.
3. - J.-B. Duroselle, « La Décision de politique étrangère. Esquisse d'un modèle type », *Relations internationales*, n°1, 1974, p. 5-26.
4. - B. Destremau, *Le Quai d'Orsay derrière la façade*, Paris, Plon, 1994, p. 235.
5. - Cf. « Gaston Palewski », *Espoir, Revue de la Fondation et de l'Institut Charles de Gaulle*, n°50, mars 1985 (n° spécial). Dans ses mémoires, Palewski indique qu'il doit sa nomination à une intervention auprès du ministre des Affaires étrangères de l'ancien chef de la France libre, alors exilé à Colombey. G. PALEWSKI, *Mémoires d'action 1924-1974*, Paris, Plon, 1974, p. 267.

6. - Bérard ajoute dans ses mémoires que : « le Général pensait que mon passé d'homme de gauche pourrait m'assurer un accueil favorable ». A. Bérard, *Un Ambassadeur se souvient*, t. 5 : *Cinq années au palais Farnèse*, Paris, Plon, 1982, p. 9.
7. - Selon l'article 13 de la Constitution la nomination des ambassadeurs est décidée en Conseil des ministres
8. - G. Palewski, *op. cit.*, p. 268.
9. - A. Bérard, *op. cit.*, p. 11.
10. - Entretien avec Étienne Burin des Roziers, Paris, 20 juin 2000.
11. - M. Vaïsse, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle*, Paris, Fayard, 1998, p. 291.
12. - A. Bérard, *op. cit.*, p. 26.
13. - J. Baillou (dir.), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, t.2 : 1870-1980, Paris, Éditions du CNRS, 1984, p. 821.
14. - Ces aspects sont largement développés dans notre thèse. S. MOURLANE, *Une certaine idée de l'Italie. Attitudes et politique françaises, 1958-1969*, Université de Nice, 2002, ex..dactyl.
15. - Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 394 : dépêche n°989/EU, Rome, 19 juillet 1967.
16. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 420 : dépêche n°1283/EU, Rome, 14 octobre 1967.
17. - Archives économiques et financières (AEF), B 60334 : note n°1273/DE, Rome, 18 août 1958.
18. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 288 : dépêche n°398/EU, Rome, 6 mars 1959.
19. - En ce qui concerne le taux de croissance annuel moyen du produit national brut global : - Allemagne : 7,6 % / - Italie : 5,9 % / - France : 4,3 % / En ce qui concerne le taux de croissance annuel moyen du produit national brut par habitant : - Allemagne : 6,4 % / - Italie : 5,3 % / - France : 3,4 % / Cf. M.-O. Piquet-Marchal, *Histoire économique de l'Europe des Dix de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui*, Paris, Librairie technique, 1985, p. 14.
20. - AEF, B 18856 : note du conseiller commercial, Rome, 11 décembre 1959.
21. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 392 : télégramme n°950-958, Rome, le 6 août 1962.
22. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 394 : dépêche n°989/EU, Rome, 19 juillet 1967.
23. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 420 : dépêche n°1283/EU, Rome, 14 octobre 1967.
24. - *Idem*.
25. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 300 : note de la direction d'Europe, Paris, 21 octobre 1959.
26. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 276 : dépêche n°1944/EU, Rome, 28 décembre 1959.
27. - P. Milza, « L'Italie dans les manuels français de l'après-guerre » in J.B. Duroselle, E. Serra (a cura di), *Italia e Francia (1946-1954)*, Milano, Franco Angeli, 1988, p. 205-227.
28. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 276 : dépêche n°1944/EU, Rome, 28 décembre 1959.

29. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 394 : dépêche n°989/EU, Rome, 19 juillet 1967.
 30. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 420 : dépêche n°1283/EU, Rome, 14 octobre 1967.
 31. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 276 : dépêche n°1944/EU, Rome, 28 décembre 1959.
 32. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 394 : dépêche n°989/EU, Rome, 19 juillet 1967.
 33. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 276 : dépêche n°1944/EU, Rome, 28 décembre 1959.
 34. - Service historique de l'Armée de terre (SHAT), 14 S 102, note n°1381/ITA/S, Rome, 16 décembre 1965.
 35. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970,, vol. 394 : dépêche n°989/EU, Rome, 19 juillet 1967.
 36. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 276 : dépêche n°1944/EU, Rome, 28 décembre 1959. L'ambassadeur consacre par ailleurs un rapport à l'enseignement en Italie : vol. 287 : dépêche n°1661/EU, Rome, 9 novembre 1959.
 37. - R. Frank, « Penser la complexité : l'histoire des relations internationales », in Y. Beauvois, C. Blondel (dir.), *Qu'est-ce qu'on ne sait pas en histoire ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1998, p. 113.
 38. - AMAE, série Z Europe, Italie 1944-1970, vol. 394 : dépêche n°989/EU, Rome, 19 juillet 1967.
 39. - R. Frank, *La Hantise de déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Paris, Belin, 1995.
 40. - A. Grosser, *La Politique étrangère de la V^e République*, Paris, Le Seuil, 1965, p. 79.
 41. - P. Milza, « L'image de l'Italie et des Italiens du XIX^e siècle à nos jours », *Cahiers de l'IHTP*, n°28, juin 1994, p. 71-82.
 42. - R. Debray, *Les Empires contre l'Europe*, Paris, Gallimard, 1985, p. 336-337.
-

RÉSUMÉS

Les ambassadeurs véhiculent au travers de leur correspondance un ensemble d'images et de représentations qui influent sur le processus de décision en politique étrangère. La correspondance des ambassadeurs de France à Rome entre 1958 et 1969 paraît de ce point de vue particulièrement intéressante du fait de leur proximité avec le centre de décision : le Général de Gaulle. Leur perception du « miracle économique » ou de l'organisation et la structure du pouvoir participe d'un système de représentation de l'Italie composite et même brouillé dans lequel l'image de ce pays oscille entre modernité et archaïsme. Cette attitude condescendante structure dans les imaginaires les relations franco-italiennes conçues sur un mode hiérarchique et conforte les Français dans la représentation de la puissance de leur pays sur la scène internationale.

The correspondence of the ambassadors serve as a vehicle for images and representations which have an influence on the foreign policy decision-making. The analysis of the

correspondence of the french ambassadors in Roma between 1958-1959 is interesting because they are very close to the decision centre : the général de Gaulle. Their perception of the economical miracle and of the political power in Italy partakes of a heterogeneous and mixed system of représentations in which the image of this country fluctuates between modernity and archaism. This condescending attitude structures franco-italians relationships in the imaginary of the french people : France is a ruling power in the international affairs.

INDEX

Mots-clés : relations France-Italie, ambassadeurs, économie, politique, représentations

AUTEUR

STÉPHANE MOURLANE

CMMC - Université de Nice